

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 13/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EMC

4-6 allée de la rhubarbe
ZAC des communes
78260 ACHERES

Code AIOT : 0006522432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2022 dans l'établissement EMC implanté 4-6 allée de la rhubarbe ZAC des communes 78260 ACHERES. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMC
- 4-6 allée de la rhubarbe ZAC des communes 78260 ACHERES
- Code AIOT : 0006522432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Filiaire à 100% du groupe Emitech, la société EMC a été créée en 1993 et dispose de 3 sites en France. Celui d'Achères existe depuis 2005 et accueille le siège social et des activités de banc d'essai moteur depuis 2010.

La société est spécialisée dans la réalisation d'essais de mise au point mécanique et énergétique et s'adresse aux industriels de l'automobile, l'aéronautique et de la défense. Dans ce cadre, elle dispose de plusieurs bancs d'essais moteurs pour des technologies de propulsion thermique, électrique ou hybride.

Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2931 (Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion) de la nomenclature des ICPE et sont encadrées notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/03/21 (suite à une procédure de régularisation engagée en 2019).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la conformité à certaines dispositions constructives (aire de chargement/déchargement, voies d'accès, clôture, caractéristiques des cellules contenant les bancs d'essais moteurs, ...) ;
- la prévention du risque industriel ;
- la prévention de la pollution atmosphérique ;
- la prévention des nuisances sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Marque de contrôle d'étanchéité des groupes froids	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Caractéristiques des bancs d'essais moteurs	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 8.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Connaissance des produits et étiquetage	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.2.2-I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.3.3 – II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Moyens lutte et défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Systèmes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 8.1.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Consignes en cas d'inondation	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.6.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Fréquence de contrôle	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 3.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en service de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.2.5	/	Sans objet
5	Clôture	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.3.1	/	Sans objet
6	Voies d'accès	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.7.1	/	Sans objet
7	Aires de chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.5.4	/	Sans objet
12	Caractéristiques des cellules des bancs d'essais moteurs	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 8.1.2	/	Sans objet
16	Mesure périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 6.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la diminution des activités liées aux moteurs thermiques, des évolutions ont été apportées au site. Celles-ci n'ont cependant pas été portées à la connaissance de l'administration.

Par ailleurs, l'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités portant sur la défense incendie, en particulier le système d'extinction des bancs d'essai, la gestion des groupes froids et le risque inondation.

L'inspection relève que le suivi des interventions sur l'installation électrique est globalement correctement réalisé .

2-4) Fiches de constats

1. N° 1 : Mise en service de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.
Constats : Selon l'exploitant, l'installation a été mise en service en 2006 pour le bâtiment 4 et en 2008 pour le bâtiment 6. Les cuves de carburant ont quant à elles été installées en 2010. L'inspection a effectivement constaté le fonctionnement de l'installation, pour laquelle le dossier de demande d'autorisation avait été déposé dans une démarche de régularisation de la situation administrative.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L. 512-1 du même code, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous : 2931 : La puissance en simultanée des bancs tests en activité représente en cumulé 1,5 MW (A) 1185.2.a : 500 kg de fluide frigorigène sont susceptibles d'être présents sur le site (DC)
Constats : Concernant les bancs de tests, l'exploitant explique que les essais thermiques sont de moins en moins réalisés compte tenu de l'objectif de l'interdiction des voitures thermiques neuves d'ici 2035. Plusieurs blancs ont été transformés en bancs d'essais pour batteries électriques (cf point de contrôle n°4). La puissance simultanée autorisée est respectée. A la demande de l'inspection, l'exploitant présente l'inventaire des groupes froids présents sur site. La quantité maximale de fluide frigorigènes autorisée est respectée. Il est indiqué par ailleurs qu'aucune fuite n'a été décelée depuis juillet 2020 (fuite de 22g de R404 sur le groupe froid n°6fe44y). Selon l'exploitant, les fuites sont identifiées très rapidement car directement corrélée à une perte de rendement des essais. Le groupe froid situé à proximité du bâtiment 4 (associé aux bancs 2, 3 et 5) ne dispose pas d'une plaque d'identification. Aussi, l'inspection n'a pas pu s'assurer de la cohérence des informations contenues dans l'inventaire présenté. Par visioconférence du 05/01/2023, l'exploitant a présenté le bon d'intervention n°08527 du 20/12/22 relatif au contrôle d'étanchéité périodique de ce groupe froid. Selon ce document, le groupe contiendrait 200kg de fluide et non 160kg comme mentionné dans l'inventaire. Conclusion : Le groupe froid situé à proximité du bâtiment 4 (associé aux bancs 2, 3 et 5) ne dispose pas d'une plaque d'identification et contient plus de fluide que ce qui est indiqué dans l'inventaire des groupes froids. Il convient de s'assurer que l'ensemble des groupes froids dispose d'une plaque d'identification et de la véracité des informations contenu dans l'inventaire des groupes froids.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Marque de contrôle d'étanchéité des groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">• l'absence de macaron relatif à l'étanchéité sur le groupe froid situé à proximité du bâtiment 4 (équipement visé au point de contrôle précédent) ;• que le macaron attestant de l'étanchéité du groupe froid situé entre le bâtiment 4 et 6 n'est plus lisible. Par visioconférence du 05/01/2023, l'exploitant a présenté le bon d'intervention n°08527 du 20/12/22 relatif au contrôle d'étanchéité périodique du groupe froid situé à proximité du bâtiment 4. Selon ce document, l'équipement est étanche. Conclusion : Absence de macaron d'étanchéité sur le groupe froid situé à proximité du bâtiment 4 et macaron non lisible sur celui situé entre les 2 bâtiments. Il conviendra de s'assurer que l'ensemble des macarons soit apposé sur les équipements et permettent de lire la date limite de validité du contrôle d'étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Caractéristiques des bancs d'essais moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 8.1.1

Thème(s) : Situation administrative, Bancs moteurs

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :
Les installations comprennent 11 bancs d'essais :

Bancs	Type d'essai	Puissance-Capacité	Superficie	Localisation
2	moteurs thermiques	230 kW	11 m²	Bâtiment 4
3	moteur thermique sur véhicule entier	295 kW	40 m²	
4	moteurs électriques		36 m²	
5	moteurs thermiques	220 kW	6,5 m²	
6	moteurs thermiques	220 kW	31 m²	Bâtiment 6
7	moteurs thermiques	180 kW	15 m²	
8	moteurs thermiques	220 kW	20 m²	
9	pièces mécaniques (pignons)		27 m²	
10	moteurs électriques ou composants mécaniques		52 m²	
11	moteurs électriques		44,9 m²	

Les durées de fonctionnement sont consignées sur un registre qui peut être informatisé. Ce registre est tenu à la disposition de l’inspection des installations et est consultable à tout moment.

Constats :

L'exploitant indique que des modifications ont été apportées aux bancs afin de tenir compte du marché (interdiction de la commercialisation de véhicules thermiques neufs d'ici 2035) :

- le banc n°2 n'est plus utilisé que pour des tests climatiques ;
- le banc n°5 a été transformé en banc d'essai de moteurs électriques ;
- les bancs n°6, 7 et 8 ont été transformés en banc d'essai pour moteurs hybrides ;
- le banc n°10 n'est plus utilisé pour les composants mécaniques (moteurs électriques uniquement) ;
- le banc n°11 a été transformé pour tester les batteries ;
- un 12ème banc a été mis en œuvre pour la réalisation de tests d'aspersion à l'eau.

L'exploitant indique qu'un autre banc pour moteur électrique va être prochainement être installé pour un client.

Conclusion : Les modifications apportées et projetées n'ont pas été portées à la connaissance de l'inspection avant leur réalisation.

Il conviendra de transmettre un porter à connaissance comportant l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation du caractère substantiel des modifications apportées, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement. L'exploitant peut s'appuyer sur le formulaire disponible ci-dessous pour construire son porter à connaissance :

https://www.driat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/porter-a-connaissance-une-modification-notable-d-a4231.html

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est efficacement clôturée sur la totalité de sa périphérie.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une clôture en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables ...) pour les moyens d'intervention. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Ces aires de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes : – largeur de la bande de roulement : 3,50m – rayon intérieur de giration : 11m ; – hauteur libre : 3,50 m ; – résistance à la charge : 13t par essieu.
Constats : L'exploitant présente un plan des installations faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none">• une entrée au niveau du bâtiment 6 et une au niveau du bâtiment 4 ;• la voie de desserte fait office de voie pompier et ne permet pas de faire le tour de l'installation. L'inspection constate sur le terrain : <ul style="list-style-type: none">• la largeur des portails d'accès est d'au moins 3,50m ;• les voitures sont stationnées au niveau de la voie pompier de telle sorte que les engins des pompiers puissent évoluer sans difficultés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aires de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement/déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. En particuliers, l'aire de dépotage est équipée d'une rétention munie d'une vanne permettant de l'isoler pendant toute la durée des opérations. [...] Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
Constats : L'inspection constate la présence de tapis et de bouchons pour isoler les réseaux et l'aire de chargement et de déchargement. Selon l'exploitant, avant chaque dépotage, le niveau des cuves est mesuré afin de ne dépoter que la quantité nécessaire. Par ailleurs, le séparateur à hydrocarbures a été contrôlé pour la dernière fois le 02/12/21. L'exploitant présente le bon de commande n°EAC-CF2212-0048 du 07/12/22 ainsi qu'un mail du 06/12/22 précisant que l'intervention se fera le 15/12/22. Par visioconférence du 05/01/23, l'exploitant présente le bon d'intervention TI024613 relatif à l'entretien de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Connaissance des produits et étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.2.2-I
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuse Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.
Constats : L'étiquetage au niveau de la cuve compartimentée de carburants ne mentionne pas tous les carburants susceptibles d'y être contenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.3.3 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Le suivi des contrôles réglementaires des équipements participant à la lutte et la protection contre l'incendie est réalisé par le service maintenance. Le rapport de contrôle du désenfumage réalisé par Climex le 29/07/22 relève 13 anomalies (plaques PCA percées, APS à remplacer, vérins HS, ...). L'exploitant indique attendre un devis pour une intervention rapidement. Il conviendra de mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires à la levée des anomalies relevées dans le dernier rapport de contrôle de ces équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les contrôles réglementaires des installations électriques sont réalisés par des prestataires extérieurs. Les anomalies relevées lors de ces contrôles sont priorisées (rang 1 pour celles présentant un risque de sécurité pour les humains et rang 2 pour les autres) par le responsable maintenance et transposées dans un tableau de suivi permettant de s'assurer de l'avancée des actions correctives. Celles-ci sont, sauf exception, réalisées en interne. Bâtiment 4 : <ul style="list-style-type: none">le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 25/10/21 relève 5 nouvelles anomalies et 1 datant de 2018 ;le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 14/11/22 relève 8 nouvelles anomalies et conclut que l'installation peut entraîner un risque d'incendie et/ou d'explosion pour le bâtiment 4 ;selon le tableau de suivi, 13 anomalies ont été traitées et 10 anomalies restent à traiter. L'exploitant indique que ce tableau contient des anomalies issues de rapports plus anciens, rédigés par un autre prestataire.

Bâtiment 6 (cellules 1 à 5)

Cellules 1 (salle archive) et 2 :

- le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 25/10/21 relève 9 anomalies, la plus ancienne datant de 2013 ;
- le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 14/11/22 relève 4 anomalies, la plus ancienne datant de 2013 ;
- selon le tableau de suivi, il reste à traiter 2 anomalies pour chacune des 2 cellules.

Cellule 3 :

- le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 25/10/21 relève 7 anomalies, la plus ancienne datant de 2010 ;
- le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 14/11/22 relève 8 anomalies, la plus ancienne datant de 2010 ;
- selon le tableau de suivi, 3 anomalies restent à traiter.

Cellule 4 et 5

- le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 25/10/21 relève 2 anomalies datant de 2014 ;
- le rapport de contrôle des installations électriques Q18 réalisé par Bureau Veritas le 14/11/22 relève 29 anomalies, dont les plus anciennes datent de 2014 ;
- selon le tableau de suivi, 3 des 13 anomalies relatives à la cellule 4 ont été traitées, les anomalies restantes concernent toutes le TGBT et nécessitent une coupure générale, et 8 des 16 anomalies relatives à la cellule 5 ont été traitées.

Le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie Q19 réalisé par SOCOTEC le 07/11/22 pour les 2 bâtiments ne relève aucune anomalie.

Il conviendra de mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires à la levée des anomalies relevées dans le dernier rapport de contrôle des installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Moyens lutte et défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens lutte et défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eaux d'extinction du site sont évaluées à 120 m3/h.</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, – de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; – de deux poteaux d'incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 normalisés (NF EN 14384) permettant de fournir au moins 120 m3/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les besoins en eau nécessaire au fonctionnement éventuel des installations fixes du site peuvent être pris sur le réseau d'adduction sous réserve que les sapeurs pompiers disposent d'un débit de 120 m3/h en cas de sinistre. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait part de ses difficultés à obtenir les rapports de contrôles des poteaux incendie communaux situés à proximité de son site. Il présente les derniers rapports qu'il a été en mesure d'obtenir.</p> <p>PI n°134 coté bâtiment 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 27/05/2019 : débit à 1 bar 139m3/h • 14/09/22 : débit à 1bar : 60m3/h <p>PI n°115 côté bâtiment 6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • année 2021 : débit à 1 bar : 78m3/h <p>Conclusion : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du débit délivré par les 2 poteaux incendie en 2022.</p> <p>L'exploitant est invité à continuer à demander les rapports de contrôle des poteaux (les 2 poteaux doivent être contrôlés chaque année). En l'absence de transmission de ces rapports, l'exploitant peut se rapprocher de l'autorité communale afin de faire réaliser les tests lui-même. Dans le cas où le débit délivré par les poteaux ne serait pas suffisant sur plusieurs années consécutives, l'exploitant devra identifier un moyen complémentaire pour assurer la disponibilité des volumes d'eau nécessaires à la défense incendie de son installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Caractéristiques des cellules des bancs d'essais moteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques des cellules des bancs d'essais moteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque banc d'essai moteur se trouve à l'intérieur d'une cellule fermée. Les cellules sont équipées des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">– une isolation phonique des murs et des plafonds ;– un dispositif de refroidissement du banc ;– un système d'alimentation en carburants ;– un système de ventilation des cabines ;– un système d'évacuation des gaz brûlés équipé ;– un système d'extraction d'air par un ventilateur ; En complément des prescriptions générales des locaux abritant les bancs d'essais devront répondre aux prescriptions suivantes
Constats : L'inspection constate que les cellules des bancs n°3 et 7 sont fermées et disposent de systèmes d'alimentation en carburants (pour les cellules dédiées aux moteurs thermiques), de ventilation et d'extraction d'air.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Systèmes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 8.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bancs d'essais moteurs sont équipées de détection incendie asservie à un système d'extinction automatique au CO2. Ce dispositif est complété par un système d'extinction par eau et additif pour les bancs 6, 7 et 8. La détection incendie entraîne : <ul style="list-style-type: none">• la coupure du moteur ;• la coupure de la génératrice ;• la coupure de l'arrivée de carburant ;• la coupure du circuit de puissance ;• la fermeture des clapets pour les bancs concernés. Toute détection relative à un risque d'incendie doit déclencher l'alarme générale (sonore ou visuelle) reportée au poste de gardiennage, et l'arrêt des essais. Les systèmes de détections sont installés conformément aux normes en vigueur et font l'objet d'une vérification périodique et d'un entretien périodique annuels par un organisme agréé. Les bancs d'essais disposent d'un système manuel d'arrêt d'urgence située à l'intérieur de la cellule et à l'extérieur de la cabine d'essai. Des extincteurs en nombre suffisant sont disposés à proximité des bancs d'essais, ils sont judicieusement repartis et adaptés aux risques à combattre. Des matériels de protection individuelle, adaptées aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont disposés à proximité des cellules d'essais. Le personnel compétant dispose d'un appareil téléphonique relié au réseau urbain près duquel les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs pompiers sont affichées de façon très lisible.
Constats : L'inspection constate la présence de dispositifs d'arrêts d'urgence manuels à l'intérieur des cellules et dans la cabine de contrôle associée.

Concernant le système de détection, l'exploitant indique que les bâtiments sont couverts par des détecteurs de fumée et de flammes. Les cellules des bancs thermiques sont également équipées de ce types de détecteurs. L'inspection constate leur présence en particulier dans la cellule du banc n°7.

Les bancs électriques sont équipés de détecteurs gaz (H2 et CO2).

Selon l'exploitant, les détecteurs sont contrôlés à une fréquence semestrielle (par TYCO pour les détecteurs de flamme et de fumée et par GLG pour les détecteurs gaz). En cas de détection hors période ouvrée, une alarme est envoyée à la centrale qui contacte directement la société de surveillance/gardiennage, qui se charge ensuite d'appeler les agents EMC pour la levée de doute. Celle-ci se fait d'abord par caméra puis si besoin sur site (10/15 minutes de trajet environ).

L'exploitant présente le bon d'intervention de la société TYCO suite à son contrôle du 19/10/22 des détecteurs fumée et flamme et aux alarmes associées. Celui-ci ne relève aucune anomalie.

Par visioconférence du 05/01/23, l'exploitant présente le rapports de contrôle correspondant à ce bon d'intervention :

- 1) rapport n°KP05201-S781079-18101200 du 25/11/22 relatif au bâtiment 4 ;
- 2) rapport n°KP05201-S781079-18101200 du 25/11/22 relatif au local 6, 7 et 8 ;
- 3) rapport n°KP05201-S781079-18101200 du 25/11/22 relatif au bâtiment 6 et atelier.

Le premier rapport conclut que l'installation de détection ne présente pas de risque d'échec mais relève 4 observations (plutôt de l'ordre du documentaire), indique qu'il existe des écarts avec la règle APSAD N7, que l'installation totale n'est pas entièrement en fonctionnement, qu'un point est hors service et que 2 batteries sont à remplacer au niveau du banc n°5.

Ce rapport met en évidence 34 déclenchements dans une zone qui n'a pas pu être identifiée par l'exploitant lors de la présentation du document.

Le deuxième rapport conclut que l'installation de détection présente un risque d'échec et relève 6 observations. Le rapport traite également du banc n°11, bien que celui-ci ne soit pas mentionné dans le titre du rapport.

L'exploitant explique qu'une des observations relevée est lié au débranchement de 2 détecteurs associés au banc n°7. En effet, en 2022, l'exploitant a travaillé sur un équipement de taille importante pour un client dans la zone de montage. Les essais sur cet équipement auraient généré des perturbations sur les détecteurs associés au banc n°7. Ainsi, l'exploitant a débranché les 2 capteurs concernés lorsqu'aucun test n'était en cours dans la cellule du banc 7. L'exploitant présente plusieurs courriels (24/06/22, 05/07/22 notamment) informant les équipes que des essais étaient prévus (en indiquant la plage horaire) et risquaient de perturber la centrale incendie.

Le troisième rapport conclut que l'installation de détection ne présente pas de risque d'échec mais relève 4 observations (plutôt de l'ordre du documentaire), indique qu'il existe des écarts avec la règle APSAD N7 et que la zone 18 est hors service.

Ce rapport met en évidence 173 déclenchements au niveau du banc n°7.

Enfin, l'exploitant présente un rapport de contrôle de TYCO du 20/11/22 relatif au recablage de 2 détecteurs et le remplacement de batteries. L'exploitant indique que le recablage a été demandé une fois l'équipement à l'origine des perturbations renvoyé au client. Néanmoins, le rapport indique que les 2 détecteurs qui ont été recablés sont associés au banc n°11 et non au n°7.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de contrôle des détecteurs gaz.

Le test de fonctionnement des détecteurs et des alarmes n'a pas été autorisé par l'exploitant puisque leur déclenchement aurait entraîné l'arrêt des tests en cours.

Concernant les systèmes d'extinction, l'exploitant indique que seuls les bancs n°6, 7 et 8 sont équipés d'un système d'extinction automatique fonctionnant à l'Inergen (à base d'azote, d'argon

et de dioxyde de carbone). Les autres bancs ne sont pas équipés de système d'extinction automatique au CO2.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas décrit les équipements complémentaires fonctionnant à l'eau et à l'additif (extincteurs, RIA, extinction automatique, ...) mise en œuvre pour les bancs n°6, 7 et 8.

Le rapport de contrôle des extincteurs du 11/08/22 réalisé par Climex relève qu'un extincteur doit être changé dans la zone chaudronnerie de la cellule 3 du bâtiment 6. L'exploitant présente le bon de commande EAC-CF2208-0194 du 31/08/22 pour son remplacement. L'inspection constate que le nouvel extincteur a bien été installé.

Conclusion : Les rapports de contrôle des détecteurs de fumée et de flamme relèvent des anomalies qu'il convient de corriger. L'inspection note que ces rapports, non seulement manquent de clarté et de lisibilité, mais présentent également des incohérences. Le bon d'intervention associé ne met pas en évidence que les équipements présentent des défauts.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de contrôle des détecteurs gaz associés aux bancs électriques.

Les bancs d'essais ne sont pas équipés de système d'extinction automatique au CO2, à l'exception des bancs n°6, 7 et 8. Il conviendra donc d'en mettre en œuvre ou de justifier du caractère suffisant des équipements en place.

Il conviendra également de préciser les moyens d'extinctions fonctionnant à l'eau et à l'additif mis en place pour les bancs n°6, 7 et 8.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Consignes en cas d'inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes en cas d'inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de consignes qui indiquent la procédure à mettre en œuvre en cas d'inondation. Lorsque la cote d'alerte de la Seine est atteinte aux stations de mesures de Chatou ou de Pontoise ou de Poissy, l'exploitant met en place les mesures de mise en sécurité des installations prévues par la procédure et il s'assure que tous les stockages et les installations susceptibles de générer une pollution sont placés au-dessus de la cote 24,68 NGF.
Constats : A noter que seul le bâtiment 4 est concerné. La procédure inondation a été mise en place en octobre 2018 et a été mise à jour pour la dernière fois le 07/03/22. La stratégie repose principalement sur le fait, qu'en cas d'alerte en amont, l'exploitant aurait suffisamment de temps pour déplacer les équipements et stockages critiques dans le bâtiment 6. Néanmoins, aucune surveillance régulière du site Vigicrues n'a été mise en place. Ainsi, il n'est pas garanti que l'exploitant soit informé suffisamment à l'avance pour procéder au déménagement. L'exploitant n'a pas estimé nécessaire de procéder à un marquage de la cote 24,68 NGF puisqu'aucun stockage ou équipement n'est censé être sur le sol. Cependant, l'inspection a constaté la présence de stockage en fut sur rétention dans le bâtiment, notamment à proximité du banc d'essais sur rouleaux (n°3). Enfin, l'exploitant indique que le dernier exercice sur cette thématique a été réalisé en 2021. Le compte-rendu d'exercice n'a pas été consulté lors de l'inspection. Conclusion : La procédure inondation actuellement en place ne permet pas de garantir que les mesures de mise en sécurité pourront être mises en oeuvre à temps. En particulier, l'exploitant doit justifier de la surveillance réalisée des cotes de la Seine aux stations de mesures de Chatou, Pontoise et Poissy.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Fréquence de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 3.2.3 les mesures prescrites ci-dessous. Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les normes de référence pour l'analyse dans l'air fixées par arrêté ministériel. La fréquence des mesures périodiques des paramètres fixés par l'article 3.2.4 est annuelle. Un contrôle de la qualité des rejets atmosphériques de l'installation est réalisé dans les 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique que, compte tenu de la diminution des activités thermiques, il n'y a eu aucun tests réalisés en 2020 et 2021. En 2022, seuls 2 essais ont été réalisés et il n'a pas été possible de faire intervenir le laboratoire à ce moment là. Néanmoins, un contrôle des rejets issus des essais du banc n°3 (à rouleaux) a été planifié le 11/01/23. A ce stade, il ne peut être considéré que la fréquence de contrôle est respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Mesure périodique des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2021, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les six mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : L'exploitant présente le rapport de contrôle des émissions sonores réalisé par DEKRA suites aux mesures du 6 et 7 janvier 2022. Le rapport ne fait pas état de dépassement. Aucune plainte pour des nuisances sonores n'a été rapportée ni à l'exploitant ni à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet